



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES DEUX-SÈVRES

Service de la coordination
et du soutien interministériels
Pôle environnement - ICPE

Arrêté du 1^{er} avril 2019 portant modification de l'arrêté relatif à la création d'une commission de suivi de site (CSS) dans le cadre du fonctionnement de l'établissement DE SANGOSSE, implanté au lieu-dit "Les Pierrailleuses", sur la commune de Saint Symphorien

Le Préfet des Deux-Sèvres
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.125-2, L.125-2-1, L.515-8 et R.125-8-1 à R.125-8-5 et D.125-29 à D.125-34 ;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n°2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

Vu l'arrêté préfectoral n°5569 du 27 janvier 2015 actualisant les prescriptions applicables à la société DE SANGOSSE autorisée à exploiter un entrepôt de produits phytopharmaceutiques au lieu-dit « Les Pierrailleuses » sur la commune de Saint Symphorien et actant la révision de l'étude de dangers pour l'exploitation de cet entrepôt ;

Vu l'arrêté préfectoral n°45 du 9 septembre 2015 portant création d'une commission de suivi de site (CSS) dans le cadre du fonctionnement de l'établissement DE SANGOSSE ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-02 du 29 janvier 2018 portant modification de la composition de la CSS ;

Vu l'arrêté préfectoral n°6010 du 9 novembre 2018 relatif à un projet d'extension du site précité ;

Vu le compte-rendu de la réunion de la CSS en date du 29 novembre 2018 ;

Considérant le départ de M.Rottier, titulaire au sein du collège riverains, membre du bureau et son remplacement par Mme Sophie Baumier, responsable QHSE de la société POUJOLAT ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : périmètre de la commission

Il est créé la commission de suivi de site, prévue à l'article L.125-2-1 du code de l'environnement, autour de l'établissement DE SANGOSSE, implanté sur la commune de Saint Symphorien, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation et installation seuil haut en vertu de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2015 susvisé.

Article 2 : composition de la commission

La commission de suivi de site (CSS) visée à l'article 1^{er} est composée comme il suit :

Collège « Administration de l'Etat » :

- ☉ le Préfet ou son représentant,
- ☉ le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant,
- ☉ le Directeur départemental des Territoires ou son représentant,
- ☉ le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile ou son représentant ;

Collège « Elus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale concernés » :

- ☉ M. Alain LEBLANC, conseiller municipal de Saint Symphorien, titulaire ou Mme Maryse TEXIER, conseillère municipale de Saint Symphorien, sa suppléante,
- ☉ Mme Isabelle SOULISSE, 2^e adjointe au maire de Granzay-Gript, titulaire ou M. Jacques BARRAUD, 1^{er} adjoint au maire de Granzay-Gript, son suppléant,
- ☉ M. René PACAULT, conseiller de la communauté d'agglomération du niortais, titulaire ou M. Florent JARRIAULT, conseiller de la communauté d'agglomération du niortais, son suppléant,
- ☉ Mme Séverine VACHON, 6^e vice-présidente du conseil départemental des Deux-Sèvres, titulaire ou M. Rabah LAÏCHOUR, conseiller départemental, son suppléant ;

Collège « Riverains de l'installation classée pour laquelle la commission est créée ou associations de protection de l'environnement dont l'objet couvre tout ou partie de la zone géographique pour laquelle la commission est créée » :

- ☉ M. Arnaud MACÉ de LEPINAY, titulaire, ou M. Pierre-Olivier AUBOUIN, son suppléant, représentant l'association « Sèvre Environnement »,
- ☉ M. Lyonel LEVRARD, gérant de la société SOMEBAT,
- ☉ M. Sophie BAUMIER, responsable Qualité - Hygiène - Sécurité - Environnement de l'entreprise POUJOLAT, titulaire ou M. Flavien MORISSET, technicien Qualité-Sécurité-Environnement, son suppléant;

Collège « Exploitants de l'installation classée pour laquelle la commission est créée ou organismes professionnels la représentant » :

- ☉ le responsable hygiène-sécurité-environnement (HSE) du groupe DE SANGOSSE ;

Collège « Salariés de l'installation classée pour laquelle la commission est créée » :

- ☉ le responsable de l'établissement DE SANGOSSE de Saint Symphorien et membre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) ;

Personnalités qualifiées :

- ☉ le Directeur du Service départemental d'Incendie et de secours ou son représentant,
- ☉ l'Inspecteur du Travail ou son représentant.

Article 3 : président et composition du bureau

La commission de suivi de site est présidée par M. René PACAULT, membre du collège "collectivités territoriales".

La commission de suivi de site comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné de la façon suivante :

Pour le collège "administration" : la DREAL,
Pour le collège "collectivités territoriales" : M. Jacques BARRAUD,
Pour le collège "riverains" : Mme BAUMIER ou son suppléant, M. Flavien MORISSET,
Pour le collège "exploitant" : le responsable hygiène-sécurité-environnement (HSE) du groupe DE SANGOSSE,
Pour le collège "salariés" : le responsable de l'établissement DE SANGOSSE de Saint Symphorien et membre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Article 4 : durée du mandat

La durée du mandat des membres de la commission est fixée à cinq ans.
Tout membre qui perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé, en informe le président.

Article 5 : fonctionnement de la commission

→ Missions

L'article R125-8-3 du code de l'environnement définit les missions de cette commission.

Seront notamment portés à la connaissance de cette commission : le bilan de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, le bilan de l'exploitant, les éventuels projets de modification des installations, toute modification du plan particulier d'intervention élaboré pour l'établissement ainsi que les projets d'exercice de sécurité civile pour tester ce plan et les enseignements qui en auront été retirés.

→ Organisation

Le président s'appuie sur le bureau et sur le secrétariat pour assurer le fonctionnement de la commission.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière, sans que ce dernier puisse participer aux votes de la commission.

Les membres du bureau par tous moyens, y compris électroniques, et ce, sans nécessairement réunion préalable :

- élaborent et fixent l'ordre du jour,
- décident si les réunions sont ouvertes au public et aux médias.

L'inscription à l'ordre du jour d'une demande d'avis au titre du premier alinéa de l'article D125-31 du code de l'environnement est de droit.

Tout membre de la commission peut adresser au bureau une ou des questions écrites qu'il souhaite pouvoir aborder au cours de la réunion.

Les décisions du bureau sont prises à la majorité des voix des membres qui le constitue. Le président a voix prépondérante en cas de partage égal des voix.

Lorsque l'ordre du jour a été défini par le bureau, le secrétariat, assuré par le pôle environnement - installations classées pour la protection de l'environnement - de la préfecture, est chargé de convoquer les membres de la commission et d'organiser les réunions.

Les documents préparatoires seront accessibles au moyen d'un lien communiqué dans la convocation et par message électronique, sur demande.

Le compte-rendu de la réunion est rédigé par les services de la DREAL qui peuvent se faire assister d'un prestataire de leur choix.

Lors de la réunion suivante, les membres de la commission seront invités à approuver formellement le compte-rendu de la réunion précédente.

→ Réunion

La commission se réunit, sur convocation de son président, au moins une fois par an.

Le président peut, en outre, convoquer le bureau ou la commission en séance plénière :

- pour une réunion d'urgence si un incident pouvant entraîner des conséquences pour la population survient,
- sur proposition d'au-moins trois membres du bureau.

Sauf en cas d'urgence, la convocation est transmise aux membres de la commission quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission.

Lorsqu'un membre ne peut participer à une réunion, ni être suppléé, il peut mandater l'un des membres de la commission pour le remplacer. Toutefois, aucun membre ne peut détenir plus d'un mandat.

→ Modalités de vote

Les cinq collèges mentionnés à l'article 2 du présent arrêté, bénéficient du même poids dans la prise de décision.

Les modalités de vote sont donc arrêtées comme suit :

Collège	Nombre de membres du collège	Nombre de voix par membre	Nombre de voix du collège
Administration de l'État	4	3	12
Collectivités territoriales	4	3	12
Riverains et associations	3	4	12
Exploitants	1	12	12
Salariés	1	12	12

Il est attribué 3 voix à chaque personnalité qualifiée.

Le vote est effectué au moyen d'un bulletin comportant la qualité ou le nom du membre et le nombre de voix qui lui est attribué.

Si un membre n'est pas représenté et n'a pas donné mandat, il n'est pas pris en compte dans le calcul du nombre de voix total exprimé.

La commission se prononce à la majorité des voix exprimées.

En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

→ Information et communication

Les compte-rendus des réunions de la commission approuvés et signés par le président seront insérés sur les sites internet de la préfecture et de la DREAL.

A la demande de l'exploitant, certaines données portant sur les secrets de fabrication, commerciales ou de nature à faciliter des actes susceptibles de porter atteinte à la santé, la sécurité et la salubrité publique ne seront pas portées à la connaissance du public.

Le bureau et le président de la commission sont chargés de la bonne application de ce règlement intérieur qui pourra être modifié selon les règles de délibération en vigueur, sur proposition du président ou du bureau ou sur demande d'au-moins la moitié des membres de la commission.

Article 6 : délais et voies de recours

Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet des Deux-Sèvres ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers.

Article 7 : Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Symphorien et peut y être consultée .

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires de SAINT SYMPHORIEN et GRANZAY GRIPT.

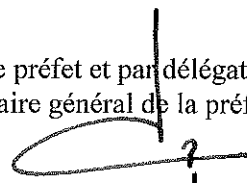
Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat des Deux-Sèvres.

Article 8 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, les maires de Saint-Symphorien et Granzay-Gript, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant et aux membres de la CSS.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture



Didier DORÉ

